

CoNGOs:

Collaboration d'ONG
en faveur de moyens de
subsistance
communautaires
équitables et durables
dans les forêts du
bassin du Congo



Résumé

Les pays du bassin du Congo se trouvent à un carrefour quant à la gestion de leurs terres et forêts. Les gouvernements de la région aspirent à transformer leurs pays en « économies émergentes » au cours des deux prochaines décennies et à trouver des stratégies nationales de croissance économique axées sur l'exploitation des ressources naturelles, y compris les forêts, ainsi que le rapide développement d'infrastructures dans les secteurs de l'agro-industrie et de l'énergie, souvent à grande échelle.

Cependant, les très nombreux petits producteurs qui travaillent dans les fermes et les forêts, dont les ambitions économiques peuvent stimuler une croissance plus équitable et durable, ne bénéficient pas d'un soutien suffisant. Les parties prenantes du bassin du Congo ont notamment cherché à soutenir la gestion et le développement durables des ressources par le biais de la forêt communautaire. Cependant, l'idée-même de « foresterie communautaire » suscite des polémiques. Le besoin non seulement de préciser, reconnaître et garantir les droits coutumiers des communautés tributaires de la forêt, mais également de veiller à ce que les politiques et lois, de même que les services visant à appuyer leur mise en œuvre, offrent à ces communautés une réelle possibilité de participer et contribuer au progrès économique durable en harmonie avec leur propre vision du développement, se fait cruellement ressentir.

Outputs

Le présent projet impliquera directement un éventail de parties prenantes clés issues des communautés tributaires de la forêt, telles que les producteurs forestiers et agricoles, les peuples autochtones et les groupes de femmes, afin de jeter les bases d'un secteur de la foresterie et du foncier plus inclusif et égal dans le bassin du Congo. Le projet devrait contribuer à réaliser l'impact escompté du programme d'amélioration des moyens de subsistance et d'affectation des terres dans les forêts du bassin du Congo (Improving Livelihoods and Land Use in the Congo Basin Forests – ILLUCBF) du DFID en faveur du développement de moyens de subsistance communautaires durables et fiables dans le bassin du Congo. Cette initiative de trois ans entreprendra des actions propres à chaque pays et des échanges d'apprentissage à l'échelle régionale en vue de réaliser les résultats spécifiques suivants:

- 1. Options viables étayées par des preuves plus robustes en faveur de la foresterie communautaire, dont le renforcement des droits**, générées et vérifiées par les parties prenantes concernées dans les pays du bassin du Congo.
- 2. Renforcement des capacités des organisations communautaires afin d'envisager les options qui existent en matière de sécurité des droits aux ressources et de production commerciale des forêts et des fermes, et structuration des changements politiques** s'inscrivant dans les processus de planification de la gouvernance forestière et de l'affectation des sols.
- 3. Engagement et application politiques plus efficaces en faveur de la foresterie communautaire durable et rentable** par le biais de la collaboration des titulaires de droits, d'organisations de la société civile et d'institutions nationales dans les processus politiques sous-nationaux, nationaux, régionaux et internationaux.

Tour de table des participants au projet

Les différents domaines d'expertise des organisations du consortium forment une base solide de collaboration avec les communautés du bassin du Congo.

Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED)

En sa qualité d'organisation principale du projet, l'IIED contribue une expérience pertinente qui allie le travail d'enquête, la recherche et l'action collaborative, générant ainsi des preuves solides et un savoir-faire fondés sur une perspective pratique et fonctionnelle. La démarche de l'IIED s'inscrit dans le partenariat : il a établi des partenariats de longue date avec les communautés locales et des organisations dans plus de 60 pays, sur une base d'apprentissage mutuel et de buts communs, en mettant l'accent sur l'innovation et l'impact. Il a entre autres l'habitude de travailler avec les groupes exclus de la société, tant dans des milieux urbains que ruraux, dans une démarche axée sur les politiques et les droits. L'IIED a récemment déployé des efforts en vue d'approfondir son expertise sur les questions de genre. En réponse à un audit sur la question de genre réalisé en 2015, l'IIED apporte en ce moment-même un certain nombre de modifications visant à améliorer l'égalité des sexes au sein-même de l'institut d'une part, et à accroître l'intégration de la dimension de genre dans ses programmes de travail d'autre part.

ClientEarth ClientEarth se concentre sur les questions liées aux réformes juridiques et politiques et y contribuera en République du Congo et au Gabon en vue de renforcer les capacités de la société civile et lui permettre de participer aux réformes juridiques et politiques en rapport avec la foresterie communautaire et les droits des communautés. L'organisation travaillera en étroite collaboration avec les partenaires de la société civile locaux et nationaux.

Fern Fern excelle en matière de renforcement des OSC et de l'engagement communautaire dans les processus politiques associés aux régimes fonciers et à la gouvernance forestière. Dans le cadre du projet, Fern interviendra principalement dans trois pays : République centrafricaine, Cameroun et République du Congo. L'organisation dirigera également des activités au Gabon et facilitera l'implication de parties prenantes gabonaises dans certaines activités régionales et internationales du

projet. Fern mettra tout particulièrement l'accent sur la participation des femmes dans les processus politiques.

Forest Peoples Programme (FPP) FPP se concentrera particulièrement sur le soutien juridique et logistique au niveau communautaire dans trois pays : République centrafricaine, République du Congo et Cameroun. En s'appuyant sur les travaux déjà réalisés auprès des communautés (y compris les peuples autochtones et autres communautés locales), FPP s'efforcera de : renforcer une gouvernance communautaire inclusive, participative et redevable ; approfondir les connaissances des communautés en matière de droits fonciers et sur les ressources, et leurs capacités de revendication à cet égard ; participer efficacement aux processus de planification de l'affectation des sols et de réforme juridique ; et poursuivre le développement sous gestion communautaire, dont la foresterie communautaire, lorsque cela est souhaitable.

Rainforest Foundation UK (RFUK)

RFUK possède une expérience solide dans le bassin du Congo et contribuera dans deux domaines principaux : (1) Aboutir à la finalisation et l'adoption de textes juridiques et manuels de procédures pour la foresterie communautaire en RCA et préparer le terrain en vue de les mettre à l'essai, en conjonction avec les autorités centrafricaines. (2) En s'appuyant sur l'expérience de RFUK dans la région, apporter ses contributions, son expertise et ses informations sur la cartographie communautaire et la manière dont elle servira au développement des forêts communautaires, mais aussi à des initiatives intégrées d'aménagement du territoire au sens plus large.

Well Grounded Well Grounded se concentrera particulièrement sur le développement organisationnel des organisations de la société civile et des organisations communautaires forestières. Ces organisations peuvent être formelles et informelles, reconnues officiellement ou non, mais elles représentent toutes un point de rassemblement où la population peut s'exprimer et agir, et leur efficacité est un facteur déterminant de l'impact qu'aura l'initiative. Well Grounded nous fait profiter d'une solide expertise et de ses partenariats établis dans le bassin du Congo au sujet de ces questions.

Les membres du consortium travaillent également avec des partenaires nationaux, dont :

Association OKANI. OKANI est une ONG autochtone communautaire basée dans la Région de l'Est du Cameroun. Elle est composée d'une petite équipe régie par un comité de Baka. OKANI s'efforce de garantir les droits et promouvoir des moyens de subsistance durables pour les communautés autochtones dans les forêts du Cameroun.

Centre pour l'Environnement et le Développement (CED). Le CED évolue en partenariat avec Fern et l'IIED depuis plus de dix ans. Reconnu comme l'une des organisations de la société civile phares, il a acquis au fil du temps une expérience profonde des secteurs forestier et foncier au Cameroun. Le CED a mené un grand nombre de projets de recherche, il a dirigé diverses campagnes en rapport avec les forêts et a appuyé l'émergence d'autres petites OSC au Cameroun.

Centre pour l'Information Environnementale et le Développement Durable (CIEDD). Depuis 2010, le CIEDD participe activement aux activités de sensibilisation et de diffusion des informations sur les APV du FLEGT à travers les communautés locales et autochtones et fait pression auprès des décideurs afin d'améliorer la gouvernance forestière.

Comptoir Juridique Junior (CJJ). Le CJJ est une ONG congolaise créée en 2000 par des jeunes juristes, devant l'ignorance du droit par le plus grand nombre de la population, les diverses violations de droits humains, la méfiance de la population envers les institutions et les divers problèmes relevés dans la gouvernance des ressources naturelles. Son but est de contribuer à l'appropriation du droit par la population, afin qu'elle soit en mesure de défendre ses droites politiques publiques qui répondent à son bien-être.

Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme (FGDH). Le FGDH est basé à Brazzaville, en République du Congo, et œuvre aux côtés des communautés forestières au niveau national. Outre ses travaux de recherche participative et de plaidoyer impliquant des communautés forestières à travers le Congo, le FGDH joue un rôle central dans la plateforme de la société civile pour les processus nationaux du REDD et des APV du FLEGT.

Institut Africain pour le Développement Economique et Social (INADES).

Inades-Formation Cameroun est une ONG, reconnue comme Association Nationale depuis 1994. Inades-Formation Cameroun œuvre à l'autopromotion socio-économique des populations rurales en mettant un accent particulier sur la participation des femmes et des minorités ethniques au processus de développement de leurs communautés. Il milite par ailleurs pour une société plus égalitaire et solidaire.

Organisation pour le Développement et les Droits Humains au Congo (ODDHC).

L'ONG nationale ODDHC assure la promotion de la paix, la non-violence et la réconciliation au Congo. Elle œuvrera avec FPP afin de sensibiliser les populations locales et renforcer le soutien d'au moins deux communautés dans le département de la Sangha (Kabo et Pokola) pour favoriser leur accès à la terre et aux ressources, mais aussi établir des processus participatifs leur permettant de revendiquer leurs droits.

Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers de Centrafrique (REPALCA).

Le REPALCA est un réseau composé de quelque 15 associations de peuples autochtones actif en République centrafricaine, créé en 2011 et dont le siège social se trouve à Bangui. Il œuvre particulièrement avec les communautés sur les questions de gestion inclusive et durable des ressources naturelles. Il fait partie du réseau régional REPALEAC.

Tropenbos International. Tropenbos International (TBI) est une ONGI fondée en 1986 en Hollande. Le domaine d'activité principal de TBI œuvre pour le renforcement des connaissances et des capacités afin d'améliorer la gouvernance et la gestion des forêts tropicales. En RDC, TBI est basée à Kisangani, dans la Province orientale. TBI est membre de l'alliance Forest Connect que gère l'IIED.

Perspective géographique

L'initiative se concentrera sur le Cameroun, la République centrafricaine (RCA), la République du Congo et la République démocratique du Congo (RDC), et des activités d'engagement dans les réformes politiques et juridiques seront entreprises au Gabon, de même qu'un dialogue, un apprentissage et un plaidoyer au niveau régional.



Théorie du changement

Contributions

IIED, FPP, Fern, CE, RFUK, WG et partenaires

Financement

Plans de travail

Résultats spécifiques

Preuves plus robustes étayant les options viables de la foresterie communautaire, dont le renforcement des droits.

Renforcement des capacités des organisations communautaires afin d'envisager les options qui existent en matière de sécurité des droits aux ressources et de production commerciales des forêts et des fermes, et structuration des changements politiques.

Engagement politique plus efficace et mise en œuvre en faveur d'une foresterie communautaire durable et rentable.

Objectif spécifique

Amélioration de la gouvernance et des pratiques pour des moyens de subsistance issus de la foresterie communautaire équitables et durables dans le bassin du Congo.

Impact

Amélioration des moyens de subsistance des communautés tributaires des forêts et réduction de la déforestation dans le bassin du Congo.

Opportunités de collaboration

Cette initiative en est encore à ses balbutiements. Nous serions ravis de recevoir vos idées, contacts et suggestions. N'hésitez pas à contacter l'un de nous (coordonnées ci-dessous) et nous vous répondrons directement ou vous mettrons en contact avec d'autres entités du groupe CoNGOs, le cas échéant.

Coordonnées

Anna Bolin, IIED - anna.bolin@iied.org
James Mayers, IIED - james.mayers@iied.org



Project
Materials

Thème forêts

Mots clés:
Bassin du Congo, foresterie
communautaire.

Au sujet des bailleurs de fonds

Ce projet de recherche bénéficie de l'aide financière du gouvernement britannique mais les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement la position du gouvernement britannique.



Crédits photos: Duncan
Macqueen, IIED